



La Mauvaise herbe Revue de la FTE

Le n°11, avec un dossier sur la militarisation de la jeunesse, sort dans quelques jours !



Abonnements, demande d'un numéro gratuit, achat d'anciens numéros...
Contactez-nous à :
lamauvaiseherbe@cnt-f.org
ou par courrier papier au
33, rue des Vignoles, 75 020 Paris

Contacts, site

- <https://fte.cnt-f.org/>
- fede-educ@cnt-f.org
- 07 82 14 98 31

Préavis de grève

La CNT FTE dépose chaque semaine des préavis de grève pour couvrir les mobilisations des personnels. Ce préavis couvre tous les collègues souhaitant débrayer pour protester contre tous les problèmes liés à la dégradation du service public d'éducation tant au niveau local que national, ainsi que pour défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers. Il s'agit pour nous de permettre à tous les établissements et collègues le souhaitant de se mettre en grève.

LA GRÈVE MOINS CHÈRE QUE LA GRIPPE !

Les capitalistes nous aiment de moins en moins

Ça fait 40 ans que les fonctionnaires servent de *punching ball* à tous les ennemis des droits sociaux, de l'égalité et du progrès social. Parce que nous sommes les dernières à ne pas être totalement flexibilisées et à ne pas enrichir directement des capitalistes, les bourgeois veulent nous précariser au nom de « l'égalité avec le privé ». Il se trouve que ce sont les porte-serviettes de la bourgeoisie la plus caricaturale qui sont au pouvoir ces dernières années, qui s'y maintiennent « quoi qu'il en coûte » (élections ou pas) et qui veulent la peau des services publics.

Le ministre veut notre peau !

Aujourd'hui, les fonctionnaires sont dos au mur, en face, il y a Kasbarian, un ministre à gage, admirateur d'Elon Musk, consultant et politicien professionnel, dont la mission est d'en finir avec le statut de la fonction publique. Ce fils d'inspecteur de l'éducation nationale nous déteste. Il a laissé Sarkozy nous insulter sans réagir, il défend son projet des trois jours de carence pour les fonctionnaires en cas d'arrêt maladie, mais aussi la facilitation des licenciements, la paie au « mérite », le gel du point d'indice, le choc d'austérité à base de suppressions de postes (encore)... en un mot, les rêves de nos ministres sont nos cauchemars.

Entre Kasbarian et le service public : il faut choisir !

Avant de gagner sur le fond (sauver et étendre les services publics, refinancer la solidarité sociale et la sécu, forcer les riches à partager le gâteau qu'ils ont accumulé sur notre dos en nous essorant à coup de productivité sauce « uber »), il faut au moins parvenir à se faire respecter en forçant ce pouvoir arrogant à remballer son augmentation du délai de carence à 3 jours pour maladie.

Tout a été dit et démontré en la matière, rien ne justifie cette mesure sur le plan économique, politique ou sanitaire.

En guise d'économie, le ministre espère gratter 1,5 milliards quand la fraude fiscale s'élève à 80 milliards. En guise d'égalité et d'alignement (par le bas) sur le privé, la com' sournoise du gouvernement est démentie par les faits (les deux tiers des employés du privé ont leurs jours de carences

pris en charge, les profs ne sont pas plus absentes que les autres, etc.), mais la stratégie de division a quand même bien fonctionné auprès des plus endoctrinés. On a donc eu notre lot de débats scabreux sur les « avantages » comparatifs des diverses situations de travailleuses et travailleurs, pendant que les vrais privilégiés de la classe bourgeoise nous regardaient nous écharper. En guise de risque sanitaire, on se demande encore qui sont les génies qui trouvent concevable d'envoyer un·e prof tousser sa pneumopathie sur ses élèves ou de mettre une infirmière à 39° de fièvre en bloc opératoire.

Et si on luttait pour gagner ?

Pour venir à bout de cette mesure dangereuse et scandaleuse, rien ne sert de débattre donc, il faut juste se battre. Il faut bloquer les services publics pendant suffisamment longtemps pour que l'économie s'en ressente, en empêchant les gens d'aller bosser parce qu'ils doivent garder leurs enfants pour cause d'écoles fermées, en empêchant les transports de fonctionner, en empêchant les poubelles d'être ramassées, etc.

Et pour ça, il n'y a que la grève, la vraie, la totale, la reconductible. La grève, c'est utile si on la fait vraiment, et puis ça peut rapporter gros, parce que si les trois jours de carence passent, une bronchite coûtera 300 € et une grippe 400 € en baisse de salaire. Les simulateurs de la FSU ou de FO sont à votre disposition si vous voulez vous faire une idée.

La grève étant, très objectivement, plus rentable à court terme que l'inaction, il faut se mettre massivement en grève le 5 décembre et il faut activement préparer l'arrêt total et reconductible du travail pour la semaine d'après, juste au cas où Kasbarian et ses copains manquent de flexibilité et refusent de plier leur réforme pourrie.



FACE À L'INDÉCENCE, LA COLÈRE GRONDE

Le 29 novembre 2024, le nouveau ministre de la fonction publique Guillaume Kasbarian, forcené de l'ultralibéralisme qui ne cache pas son admiration pour le libertarien Elon Musk et sa volonté de « démantèlement de la bureaucratie gouvernementale », a annoncé son nouveau plan pour la fonction publique. Après avoir saccagé le droit du logement en tant que député, le ministre fraîchement nommé a décidé de s'attaquer à la fonction publique.



Une offensive inouïe contre le service public

Le projet de Kasbarian est simple (reprenant certains éléments du projet Guérini gelé par la dissolution) : les fonctionnaires coûtent cher, sabrons les fonctionnaires !

- Allongement du délai de carence (non-rémunération) de 1 à 3 jours
- Réduction de l'indemnisation des personnels en arrêt de travail à 90 % au lieu de 100 % actuellement
- Gel du point d'indice
- Rémunération au mérite
- Facilitation des licenciements.

Sommes-nous vraiment des feignasses ?

On ne cessera jamais de l'affirmer : il n'y a pas « d'absentéisme » des fonctionnaires, mais bien des « absences » et des arrêts maladie. Parler d'absentéisme, c'est l'expression d'un mépris de notre travail teinté de soupçon de fainéantise et d'une déconnexion des réalités de nos métiers. Le récent discours de Sarkozy sur les profs (notamment en maternelle) en est le reflet révoltant.

Nos métiers sont pourtant essentiels. Nous sommes, en tant que fonctionnaires au service du public, les garant-es de l'accessibilité de chacun-e aux droits élémentaires (soins, éducation, hygiène, droits sociaux, logement, énergie...). Nous faisons partie des personnels essentiels. Or c'est sur notre dos que le gouvernement veut faire des économies.

Le service public d'éducation est délabré à grands coups de réformes (chocs des savoirs, réformes du lycée pro, réforme du bac, loi Rilhac, autonomisation des universités), de new public management (bureaucratization et transformation de nos métiers en tâches d'exécutant-es, mutations ou temps partiels devenus quasi impossibles) et de pénurie de personnels, auxquelles s'ajoutent les 4 000 fermetures de postes maintenues par la nouvelle ministre de

l'Éducation nationale Anne Genetet. Ces conditions dégradées, auxquelles participe la faiblesse des salaires, entraînent des démissions et la chute du nombre d'inscrit-es aux concours de l'enseignement.

Des moyens pour le service public et l'éducation nationale

À la FTE, nous ne manquons pas d'idées pour améliorer le fonctionnement du service public :

- retrait de tous les jours de carence dans la fonction publique et indemnisation à 100 % des arrêts maladie ;
- égalité salariale entre toutes les travailleur·euses de l'éducation ;
- réduction du temps de travail ;
- retour de l'âge de départ à la retraite à 60 ans, sans décote et avec 37,5 annuités ;
- titularisation de toutes les contractuel·es qui le souhaitent ;
- dégel du point d'indice et hausse des salaires indexée sur l'inflation ;
- retrait des dernières réformes engagées dans le secteur de l'éducation (choc des savoirs, pacte enseignant, évaluations nationales et évaluations d'établissement, réforme du lycée pro, du bac et loi Rilhac dans le 1er degré) ;
- embauche d'AED, d'AESH, de Rased, d'agent-es, de personnels administratifs et médico-sociaux et d'enseignant-es à hauteur des besoins ;
- création d'un vrai statut pour les AED et les AESH ;
- financement des universités publiques pour permettre le dégel des postes et le recrutement de personnels administratifs et enseignants à la hauteur des besoins ;
- rejet de la militarisation de la jeunesse et retrait total du SNU.

Tou·tes en grève à partir du 5 décembre

Casser le service public, détruire les droits sociaux, c'est condamner à la misère et la débrouille individuelle la majorité de la population. Face à une telle offensive libérale, seule la lutte collective, forte et déterminée, peut permettre de se réapproprier le service public d'éducation. C'est pourquoi la Fédération des travailleur·euses de l'Éducation appelle tous les personnels de l'éducation à se mettre en grève, à participer aux AG et aux manifestations pour déployer une grève reconductible, à partir du 5 décembre et ce jusqu'au retrait de la réforme de la fonction publique.

GRÈVE, AG, MANIFS, BLOCAGES JUSQU'AU RETRAIT !

HALTE AU GÉNOCIDE

À Gaza, après un an de bombardement incessant, 80 % des écoles de l'UNRWA¹ (organisme des Nations unies pour la gestion des camps de réfugiés palestiniens) sont détruites. En dehors des camps, ce sont 60 % des écoles qui ont été détruites ou fortement endommagées². Quant aux Universités, elles ont toutes été détruites, au moins en grande partie. Mais au-delà des tonnes de bombes qui s'abattent sur les bâtiments, ce sont 600 000 enfants qui n'ont pas accès à l'école et aux centres de santé depuis le 8 octobre 2023. Et pour poursuivre ce cauchemar, au moins 14 100 enfants ont été tués (32 % des mort-es) par l'armée israélienne et 35 000 enfants ont été blessés (34 % des blessé-es). Toutes les 10 minutes, c'est un enfant de plus qui meurt ou est blessé à Gaza³.

Cette succession de chiffres n'est pas un inventaire. Il ne s'agit pas de faire un décompte macabre et quasiment impossible tellement la violence exercée sur ce petit territoire est inouïe. En revanche, en tant que syndicats de l'éducation, nous nous devons de rappeler que les enfants sont une cible particulière dans la guerre génocidaire menée par le gouvernement israélien à Gaza. Il ne suffit pas de tuer la jeunesse. Il faut la priver d'éducation, de soin et d'avenir. Ce 21 novembre, la Cour pénale internationale a d'ailleurs délivré des mandats d'arrêt contre Netanyahu et son ancien ministre de la défense pour crime contre l'humanité.

En Cisjordanie, c'est un ethnocide visant à chasser la population palestinienne qui est en œuvre. Et pour cela, les forces d'occupation israélienne emprisonnent les enfants et mutilent les jeunes manifestants : un jet de pierre = une balle explosive dans la jambe. En ce qui concerne la scolarisation, elle est entravée par les humiliations de la part de l'armée d'occupation lors de contrôles ou aux check-points, par les colons qui attaquent les enfants sur le chemin de l'école, ou

plus simplement par l'interdiction des activités de l'UNRWA⁴.

Et au Liban, qu'en est-il ? Dans ce panorama d'horreur sous le feu de l'armée israélienne, il ne faut pas l'oublier. Les écoles, ré-ouvertes après 2 mois, ont été refermées immédiatement à Beyrouth suite à des bombardements. Beyrouth où s'entassent désormais des centaines de milliers de réfugié-es, dont des enfants privés de tout.

Les enfants ne sont qu'une des cibles de la stratégie militaire et politique d'Israël. Mais parce que la jeunesse est l'avenir, c'est le futur du peuple palestinien que cherche à empêcher le gouvernement israélien.

Face à cette horreur, il y a l'indignation, la colère, la révolte. Sursaut nécessaire qu'il faut prolonger par la mise en œuvre de pressions réelles sur la politique israélienne. La campagne BDS est un levier indispensable. En tant que syndicat, nous pouvons agir : boycotter le matériel HP dans les écoles, vérifier que les cantines ne fournissent pas des aliments issus de la colonisation, stopper les partenariats de recherches...

1. Nations Unies, Centre régional d'information, « L'ONU et la crise au Proche-Orient », 04/11/24, www.unric.org

2. Gwenaël Lenoir, « A Gaza, l'école est finie », Médiapart, 08/09/24

3. Unicef, « Les enfants pris en otage d'une guerres sans fin », 18/11/2024, www.unicef.fr

4. L'Orient-le-Jour, « Menaces sur l'UNRWA : qui va fournir une éducation aux enfants ? », 16/11/24

**VIVE LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN POUR SES DROITS ET SA SURVIE !
CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT À GAZA ET AU LIBAN !
ARRÊT DE LA COLONISATION !**



VISA : VIGILANCE ET INITIATIVES SYNDICALES ANTIFASCISTES

Qui sommes-nous ? Visa est une association intersyndicale composée de plus de 250 structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT-SO, de FO, de la CNT, le Syndicat de la Magistrature... Visa

se développe également dans les territoires par la création de plusieurs antennes départementales permettant un travail intersyndical antifasciste de terrain et de proximité.



Depuis 1996, Visa recense, analyse et dénonce les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du FN/RN sur le terrain social. Visa se veut un outil d'information et de réflexion pour toutes

les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Les 17,9 % de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012, les 10,7 millions de voix obtenues au second tour de l'élection présidentielle de 2017, les 13,3 millions de voix obtenues en 2022 et les scores sans précédents des séquences électorales de 2024 montrent non seulement que le discours fasciste s'est installé durablement dans la société française, mais aussi que son principal représentant, le RN, progresse énormément.

Cette situation ne peut nous laisser indifférent·es tant les « valeurs » et l'idéologie portées par le RN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès social de nos organisations syndicales.

Nous, syndicalistes, avons une responsabilité particulière pour combattre le venin raciste, sexiste, homophobe, anti-syndical de l'extrême droite et dénoncer les pseudos solutions du RN qui consistent à dresser les un·es contre les

autres les précaires, les immigré·es, les Français·es, les chômeur·euses et celles et ceux qui ont un emploi. Notre devoir est de défendre, de façon intransigeante, dans notre propagande et nos actions, la solidarité de tout le salariat quels que soient son origine ou son statut.

Ce combat syndical antifasciste doit être pris en charge par toutes les organisations syndicales, de la base au sommet et, autant que possible, dans l'unité la plus large.

Visa est partie intégrante de ce combat et y contribue :

- en informant sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les « passerelles » avec la droite dure ;
- en analysant de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite ;
- en relayant sur son site toutes les prises de positions, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite ;
- en dénonçant toutes les discriminations racistes, sexistes, LGBTQIaphobes au sein et hors des entreprises ;
- en se faisant l'écho de toutes les actions de solidarité avec les sans-papiers ;
- en aidant, par des outils adaptés (journées de formation, brochures, affiches, etc.), les équipes syndicales à se former et se mobiliser pour démystifier, aux yeux des salarié·es les propositions prétendues sociales de l'extrême droite ;
- en alertant sur la présence dans les structures syndicales de militant·es d'extrême droite se prétendant responsables syndicaux.

Vigilance et initiatives syndicales antifascistes
80-82 rue de Montreuil, 75011 Paris
www.visa-isa.org • assovisabis@gmail.com



Des brochures, livres, dossiers sur l'actualité

Du matériel : Affiches, autocs, badges...

Des formations